



Loi Travail XXL : dès la rentrée disons non à la loi des Patrons!

Le texte définitif des ordonnances modifiant le code du travail est désormais connu. Il prévoit de faciliter encore plus les licenciements, de revoir à la baisse les contrats de travail et de précariser encore un peu plus les travailleurs et la jeunesse! Ces textes sont taillés sur mesure pour le grand patronat français. Alors que les entreprises du CAC 40 ont enregistré plus de 50 milliards de bénéfices au premier semestre 2017, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'an dernier, le patronat en réclame toujours plus. En effet, le président du MEDEF Pierre Gattaz, ose même déclarer que les ordonnances de Macron ne serait qu'une « première étape ». Ce n'est pourtant pas qu'une simple étape ou une loi de plus pour les millions de travailleurs et de jeunes qui sont concernés par ces ordonnances, mais une attaque destructrice contre les salariés que prévoit le gouvernement.

LE PLAFONNEMENT DE L'INDEMNITÉ POUR LICENCIEMENT ABUSIF EST UNE ATTAQUE IGNOBLE POUR TOUT LE MONDE.

Cette mesure prévoit de permettre à un patron de licencier quiconque sans « cause réelle ni sérieuse » et de devoir



seulement payer en échange un maximum d'indemnité de 20 mois de salaire pour quelqu'un qui a 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise. L'employeur n'aura plus qu'à prévoir une somme convenue à l'avance par la loi pour pouvoir licencier comme il l'entend!

Par exemple une employée — même cadre supérieure — pourrait se voir licencier à 55 ans sans motif. Alors qu'elle aurait donné 30 ans de sa vie à l'entreprise, elle ne pourrait prétendre qu'à 2 ans de salaire en indemnités.

Ce n'est donc pas pour réduire le chômage que cette mesure est là, mais bien pour donner les coudées franches au patronat qui pourra d'autant plus faire pression sur les salariés et sans débarrasser quand bon lui semble.

LA DURÉE DES CDD ET LE NOMBRE DE LEURS RENOUVELLEMENTS.

Cela peut être modifié par la branche d'activité au bon vouloir des patrons du secteur

et donc varier d'une branche à l'autre. Cela risque de se traduire par un plus grand nombre de CDD! C'est donc plus de précarité que le gouvernement nous offre.

LA PRIMAUTÉ DE L'ACCORD D'ENTREPRISE SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL.

C'est l'une des mesures phares des ordonnances, faciliter les référendums d'entreprise à l'initiative de la direction! Seulement il n'existe pas d'égalité entre un

employeur et un employé, c'est un rapport de subordination : un employeur peut licencier, changer les horaires, donner des primes à un salarié, l'inverse n'est JAMAIS vrai. D'autant plus que le refus d'un travailleur de voir son contrat de travail modifié, suite à un accord d'entreprise, constituera désormais un motif de licenciement!

Nombre d'entre nous sont déjà des étudiants/travailleurs, cela nous concerne donc pleinement car au bout du compte, nous serons tous amenés à travailler et à subir de plein fouet ces lois ignobles du gouvernement et du patronat.

Nous sommes donc toutes et tous concerné-e-s par les ordonnances de Macron aussi bien dans les entreprises que dans les lieux d'études. En effet, on oublie souvent les travailleurs — ceux qui nous permettent d'étudier (enseignants contractuels, personnels des bibliothèques, personnels d'entretien, de restauration, etc.).

C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel de s'organiser avec nos collègues d'étude et de travail pour rejoindre la journée de grève et de manifestation du 12 septembre et marquer dès la rentrée notre refus de ce projet de société.

Capital, savoirs et éducation

De nos jours, la belle aberration, la force de travail mais aussi l'eau et la terre sont devenues des marchandises. Le savoir aussi, mais tirons-nous toutes les conséquences de ce constat?

À lire la presse et de nombreux commentateurs nous serions entrés dans l'économie de la connaissance. La formule capte bien entendu une part de la réalité. Pour autant, elle n'éclaire pas une part importante des enjeux politiques de la situation présente du capitalisme. Discutons-la au regard d'une expérience concrète que nous partageons tous, étudiants et lycéens, à savoir l'éducation.

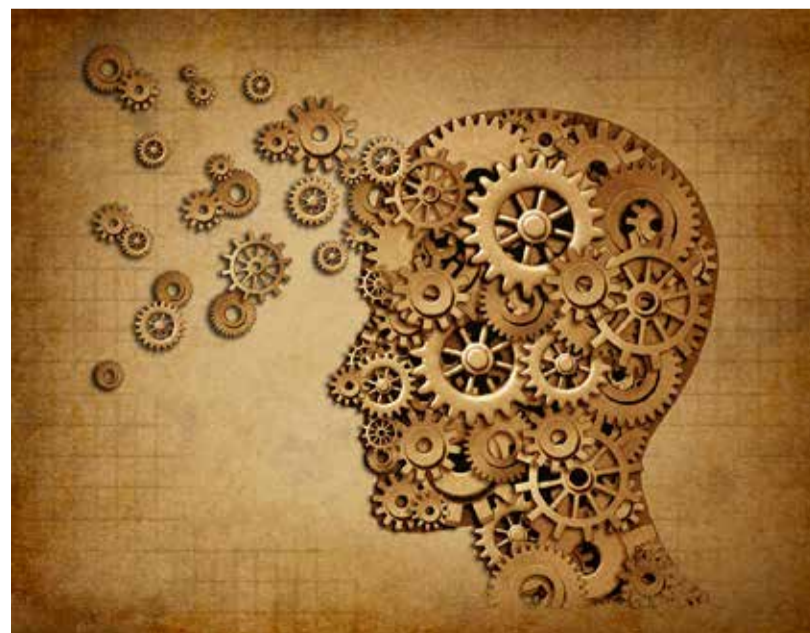
LES ENJEUX DE LA TRANSMISSION DU SAVOIR

Àvoir les chiffres bruts, tout semble aller dans un sens positif : l'analphabétisme a presque disparu, l'obtention du bac est devenue une formalité, et

les études supérieures semblent ouvertes à tous. Pourtant, à y voir de plus près, les choses sont différentes. Apprécier un bilan implique de partir dans un premier temps des objectifs affichés par la société. Pour aller à l'essentiel, l'éducation sert à apporter de la culture et permettre un accès au marché du travail. La déception est grande, et l'on comprend sans peine que la massification de la scolarisation n'a pas signifié une démocratisation du savoir. Le budget d'un étudiant en classe préparatoire est sans mesure avec celui d'un étudiant en Sciences Humaines. Les promotions sont surchargées, et l'on tire au sort parfois pour orienter les étudiants par matière. Peut-on sérieusement comparer un lycée de centre-ville et un autre de banlieue? L'impasse est vue de tous.

Pour les partisans de l'économie de marché les plus acharnés comme l'a déclaré Macron la semaine dernière, il faudrait

imposer la sélection, en partie au mérite, mais surtout sur le plan financier. C'est logique et pratique pour reproduire au grand jour les inégalités sociales : les trésors du savoir aux favoris du système. Pour les partisans de ce qui reste de la gauche, la solution se réduirait à augmenter les moyens et les budgets. Cela sonne bien, se comprend facilement, et c'est souvent nécessaire on s'accorde tous à le penser. Mais fournir plus de moyens à une institution qui sélectionne n'est-ce pas la rendre plus efficace? Afin de sortir de ces impasses, une piste solide consisterait, par une lutte collective, à gagner l'autonomie financière des jeunes scolarisés par des bourses mensuelles conséquentes. Cela les rendraient disponibles, sans avoir à travailler, aux études, les rendraient moins dépendants de leur famille. Et cela serait tout simplement le bon sens : à l'heure de l'économie de la connaissance, quoi de



plus logique que les apprentis du savoir, qui dans leur majorité deviendront des salariés, bénéficient de ce statut de travailleur en formation. La question de l'éducation, posée concrètement, se révèle être une question sociale qui ne mérite pas de raccourcis.

AMOINDRIR LES INÉGALITÉS?

Les partisans de la diminution des effectifs et ceux de l'augmentation des moyens semblent être les seuls pôles de l'alternative. Pourtant leurs points communs sont plus nombreux que leurs différences. D'abord ces deux courants sont pour orienter l'éducation vers l'entreprise. Bien entendu, pour nous marxistes qui sommes contre la séparation et la hiérarchie établie entre le travail manuel et le travail intellectuel, l'éducation doit être ouverte sur la société. Mais ce n'est pas ce qu'entendent les libéraux et les restes de la gauche. Pour eux, il s'agit d'adapter l'éducation aux besoins du patronat, d'orienter la recherche vers le profit immédiat, de créer des filières élitistes au cœur d'un océan de scolarisés qu'on occupe en attendant l'entrée dans la précarité. Alors avec des nuances. D'un côté les libéraux assument une sélection ouverte et très inégalitaire. De l'autre côté, on fait comme si les inégalités sociales en amont des études n'existaient pas, et dès lors par une sélection silencieuse, on découvre en fin de cycle qu'on n'a pas eu la « bonne formation ». L'essentiel des inégalités sociales ne seront pas réduites par le système scolaire. Il existe, nous en connaissons tous autour de nous, des réus-

sites, mais justement ce sont des exceptions qui confirment la règle. Les classes sociales — qui auraient fait place à une énorme classe moyenne — n'ont pas disparu. Au contraire l'affaissement social perceptible depuis la crise de 2008 lui donne une base plus solide encore : notre génération vivra moins bien que la précédente, une première depuis trois siècles en France. L'éducation dans la société actuelle n'a pas que des effets secondaires pour amoindrir les inégalités sociales. Il suffit de regarder le parcours scolaire de ceux qui dirigent la société pour mesurer la petitesse de leur monde. Pour ceux qui dirigent la société le savoir c'est le pouvoir et ils comptent bien veiller sur le contrôle de l'éducation, et s'assurer la docilité de ceux qui sont cooptés.

À QUOI POURRAIT SERVIR L'ÉDUCATION?

Mais l'éducation fait reculer l'ignorance, l'esprit scientifique peut nous permettre de trouver des solutions techniques, et pour cela elle est utile? Bien entendu! Mais la question du contenu des apprentissages, l'orientation des programmes, et même l'initiation aux procédures scientifiques devraient pouvoir être questionnés. Trop souvent on nous apprend à ne pas dire d'erreurs plutôt qu'à tâtonner pour trouver des réponses positives. Lorsqu'on rejoint le marché du travail, peu de choses apprises nous serviront, car toutes les procédures de travail sont standardisées. L'Afrique a disparu des programmes d'histoire, on n'apprend pas à choisir les aliments et à se nourrir aux

plus jeunes, le volume d'heures d'enseignement scientifique fondent comme neige au soleil. Plus profondément la spécialisation par matières, qui répond à un besoin du marché du travail à séquencer le savoir, n'offre pas la possibilité de facilement penser des problèmes globaux. La hiérarchie des notes rassure les esprits anxieux et valide les hiérarchies : mais peut-on imaginer qu'un dix sur vingt sanctionne une réussite? Ignorer la moitié des choses est-il une garantie de compréhension? Ne pas avoir cette moyenne un jour signifie-t-il que l'on n'y arrivera jamais? Quel rôle donner aux enseignants si l'on considère qu'un éducateur est éduqué également dans sa pratique? Apprendre doit-il être une activité pour une seule étape de notre vie? Ces quelques éléments rapides nous montrent à quel point nous en sommes encore à la préhistoire d'une éducation critique et d'émancipation.

Aujourd'hui l'éducation préserve l'ordre social en légitimant les inégalités et favorise que très modérément l'esprit critique.

Albert Einstein dans son autobiographie explique que vers 12 ans il avait compris que l'immense majorité des choses enseignées dans l'institution scolaire ne pouvaient être vraies. C'est cette désobéissance, utile dans la pratique scientifique et la lutte politique, que nous devons cultiver. En ouvrant les lieux d'études sur le monde et en créant, partageant du savoir utile à la communauté plutôt qu'à l'intérêt individuel et aux profits égoïstes de loi du marché.

UNE CATASTROPHE... NATURELLE?

Plus de 70 morts, 185 000 habitations touchées, 9 000 rasées, et un coût économique estimé à 190 milliards de dollars. C'est le bilan, provisoire, des inondations qui ont ravagé le Texas et la Louisiane à la suite du passage de l'ouragan Harvey à partir du 26 août. La puissance de l'ouragan et les pluies diluviennes sont inédites. L'impact sur l'économie de l'État et de Houston en particulier, centrée sur le secteur de l'énergie, est important. Pourtant, la production reviendra vite à la normale. Les habitants, eux, mettront bien plus de temps pour s'en remettre. Pour nombre d'entre eux, leurs économies d'une vie sont tombées à l'eau, ils ne pourront compter que sur eux même. D'autant plus que 80 % ne sont pas assurés contre le risque des inondations.

SI HARVEY EST UN PHÉNOMÈNE NATUREL, L'ÉTENDUE DU DÉSASTRE À TOUT À VOIR AVEC LA SOCIÉTÉ.

Le changement climatique n'a pas produit l'ouragan, mais il doit tout à sa puissance. En effet, c'est la première fois qu'un ouragan gagne en intensité dans les 12 heures avant d'atteindre les côtes américaines. En

cause? Une température record de l'océan qui nourrit en vapeur d'eau la tempête et augmente la fréquence des cyclones tropicaux extrêmes.

Ville fondée sur l'exploitation du pétrole, Houston connaît une urbanisation galopante durant les années 70. Les capitalistes voient le Texas comme un wild-west où ils font ce qu'ils veulent des terres pourvu qu'elles leur appartiennent. Tout comme à La Nouvelle-Orléans en Louisiane, les prairies, les terres humides, barrières naturelles contre les inondations sont bétonnées, remplacées par les fameux expressways, des centres commerciaux et des centres urbains. La Katy Prairie par exemple perd en quelques décennies les 3/4 de sa superficie, victime de l'attaque des promoteurs immobiliers. Résultat le sol devient imperméable, l'eau de pluie ne trouve aucun exutoire et c'est l'inondation. Pourtant, pour le capital, c'est la victoire de l'Homme sur la Nature, où chaque parcelle de terre doit être productive.

Mais « ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles » (F. Engels).

À LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE

Fin septembre - octobre série de cours proposée par l'Étincelle pour le centenaire 1917-2017.

Pourquoi étudier aujourd'hui cette révolution puisque le passé ne se répète jamais? En quoi l'expérience dans un pays sous-développé meurtri par une guerre peut-elle nous parler à l'heure du capitalisme global? Et puis une révolution qui s'est transformée en dictature, peut-elle donner des leçons positives?

C'est sans concessions que nous voulons traiter ces problèmes car en ce début de XXI siècle, penser la révolution internationale implique de construire un mouvement qui en comprenant les espoirs et les échecs sache combiner l'audace et la rigueur.



(SEPTEMBRE 2017)

LES FEMMES DANS LA REVOLUTION

(OCTOBRE 2017)

ENTRE LA SPONTANÉITÉ ET L'ORGANISATION : L'ACTIVITÉ DES MASSES PENDANT LA RÉVOLUTION

LA PORTÉE INTERNATIONALE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

LES EXPÉRIENCES ÉDUCATIVES EN URSS

SCIENCES SOVIÉTIQUES, NATURE ET REVOLUTION

L'ART ET LA RÉVOLUTION

SORTIR DU CAPITALISME : LES TENTATIVES DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE

POURQUOI LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A-T-ELLE ÉCHOUÉ ?

FILM À VOIR



« 120 battements par minute »

Chronique de l'engagement désespéré de jeunes séropositifs dans les années 90, tandis que le sida tue depuis près d'une décennie, les militants d'Act Up Paris multiplient les actions pour lutter contre l'indifférence générale, qu'elle provienne de la population ou du gouvernement. On pense d'abord à un film historique, « inspiré de faits réels », qui proposerait une plongée dans l'envers du décor d'Act Up Paris. Cependant, il n'en est rien, ce long métrage s'impose surtout comme un film de groupe. C'est ce corps collectif qui fascine immédiatement. Qu'on le voie débattre dans un amphithéâtre-arène, défiler dans les rues en scandant des slogans provocants, ou danser à la lumière des projecteurs, le groupe insuffle au film toute son énergie enragée. Film de lutte, de collectif, d'amour tragique, il n'a peur de rien :

ni du réel duquel il s'inspire, ni du politique, ni même d'en faire du grand cinéma. En effet, on y trouve des débats enflammés pendant des assemblées générales, des actions musclées contre les laboratoires pharmaceutiques et le gouvernement de Mitterrand. Nous voyons cette jeune génération militante tenter de créer du politique : ils se posent des questions, à savoir jusqu'où aller, faut-il être violent, comment faire entendre un message politique, comment faire valoir des droits, ils font des erreurs, ils tentent des choses, ils se chamaillent, ils se soutiennent les uns les autres, ils font preuve de solidarité,... bref, le film nous donne à voir un véritable épisode de militantisme. Ce troisième long métrage de Robin Campillo ne manquera pas de toucher le cœur du public.